

# La transition énergétique face aux tensions du présent

## Compte-rendu d'une journée de Dialogue au CNRS

*La délibération publique sur la transition énergétique en France est rendue difficile par la mise en scène médiatique de controverses scientifiques et éthiques dont la répétition en boucle paralyse la prise de décision. Peu de voix s'élèvent pour contester que la transition énergétique est une nouvelle 'ardente obligation' face aux alertes sur le changement climatique, le 'pic' du pétrole, l'accident de Fukushima et les tensions géopolitiques autour de l'accès aux ressources.* Par Minh Ha-Duong, Jean-Charles Hourcade et Dominique Finon Directeurs de recherche au CIRED, CNRS

**M**ais, derrière ce quasi consensus reste l'idée que devant l'urgence immédiate de l'emploi et du remboursement des dettes, il vaut mieux profiter de 'l'aubaine' des gaz de schistes, attendre d'en savoir plus sur les risques climatiques et faire que le nucléaire devienne une technologie intrinsèquement sûre. Pour établir une cartographie des enjeux et controverses en partant de bases scientifiques et dans une perspective européenne, le CIRED (unité mixte de recherche CNRS, Ecole des Ponts ParisTech) organise un cycle de 3 journées de dialogue sur le sujet. La première journée, intitulée « Transition énergétique face aux tensions du présent », s'est tenue le 24

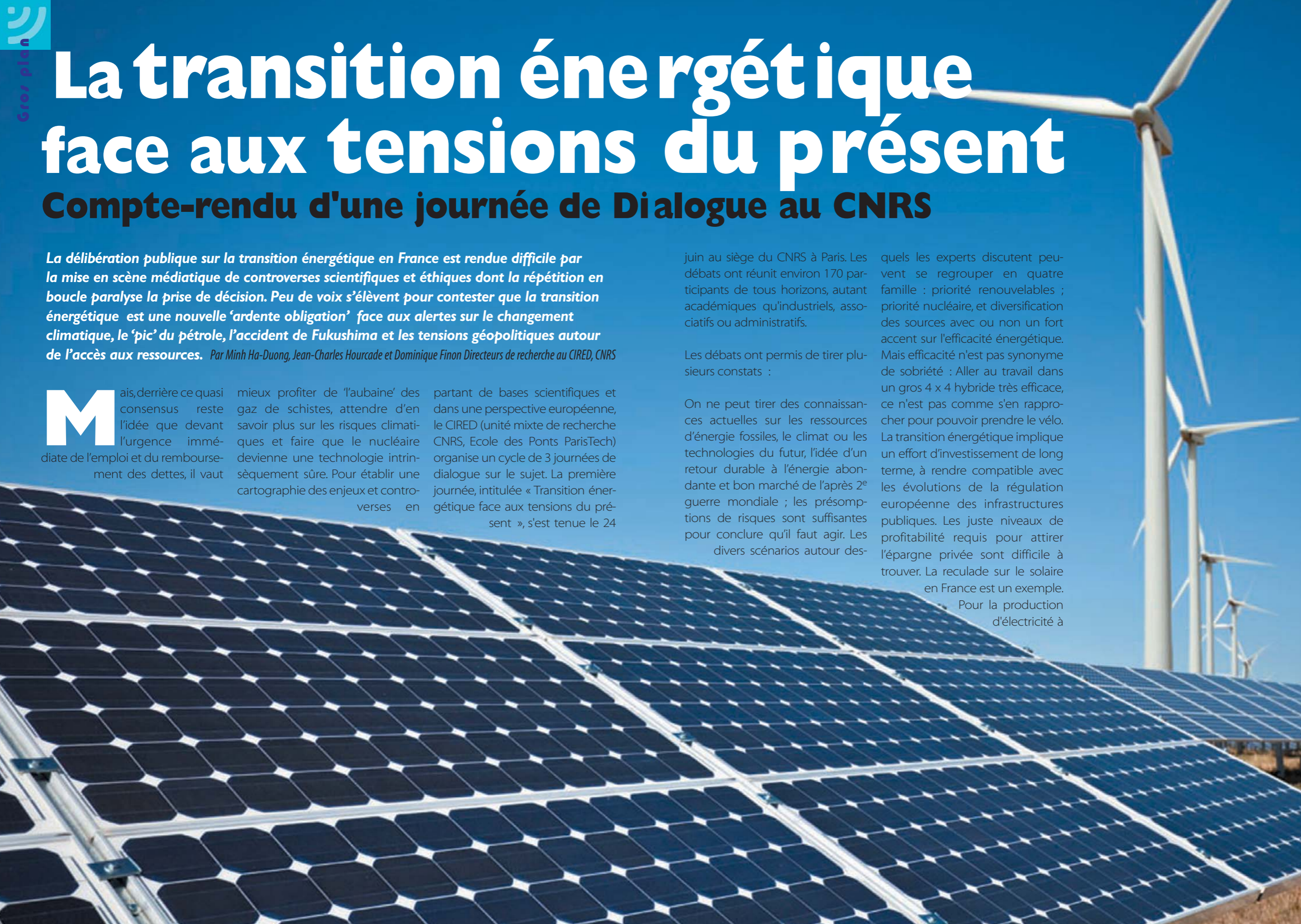
juin au siège du CNRS à Paris. Les débats ont réunit environ 170 participants de tous horizons, autant académiques qu'industriels, associatifs ou administratifs.

Les débats ont permis de tirer plusieurs constats :

On ne peut tirer des connaissances actuelles sur les ressources d'énergie fossiles, le climat ou les technologies du futur, l'idée d'un retour durable à l'énergie abondante et bon marché de l'après 2<sup>e</sup> guerre mondiale ; les présomptions de risques sont suffisantes pour conclure qu'il faut agir. Les divers scénarios autour des-

quels les experts discutent peuvent se regrouper en quatre familles : priorité renouvelables ; priorité nucléaire, et diversification des sources avec ou non un fort accent sur l'efficacité énergétique. Mais efficacité n'est pas synonyme de sobriété : Aller au travail dans un gros 4 x 4 hybride très efficace, ce n'est pas comme s'en rapprocher pour pouvoir prendre le vélo. La transition énergétique implique un effort d'investissement de long terme, à rendre compatible avec les évolutions de la régulation européenne des infrastructures publiques. Les juste niveaux de rentabilité requis pour attirer l'épargne privée sont difficile à trouver. La reculade sur le solaire en France est un exemple.

Pour la production d'électricité à





partir de combustibles fossiles, on constate que les conditions de marché conduisent à la mise sous cocon de certaines centrales à gaz qui seraient pourtant moins polluantes que celles à charbon. Jusqu'à présent la transition énergétique est menée de façon séparée dans chaque pays d'Europe, avec une coopération occasionnelle. Une meilleure intégration apparaît nécessaire, par exemple pour gérer l'intermittence de la production éolienne ou solaire.

### RÉÉQUILIBRER LES EMPLOIS SÉDENTAIRES

Les enjeux de justice sociale et d'emploi jouent un rôle central dans le réflexe qui conduit les gouvernements à reporter ou ralentir le rythme de la transition énergétique ; il s'agit en effet de ne pas faire peser des charges supplémentaires sur des ménages et des entreprises déjà fragilisés. Mais outre la lutte contre la précarité énergétique, la transition devrait s'accompagner des conventions sociales pour les nouveaux métiers. Par exemple il n'y a pas de syndicat dans la filière éolienne en Allemagne qui compte pourtant 100 000 employés. Les politiques de transition énergétique visent à rééquilibrer les emplois sédentaires, dans le bâtiment par exemple, par rapport aux emplois nomades délocalisables.

La transition énergétique se fera à crédit. Les experts convergent sur l'opportunité de développement d'une finance carbone. Le plus urgent dans le domaine est le sauvetage du système européen d'échange de permis d'émissions de CO<sub>2</sub> (ETS, emission trading system), par exemple en fixant un prix plancher inspiré des autres systèmes comparables dans le monde. Si l'ordre de grandeur des enjeux de

création d'emploi est de plusieurs centaines de milliers, il faut aussi tenir compte de l'effet dépressif d'une taxe carbone. A niveau de 50 €/t en 2050, soit bien en dessous des propositions du rapport Quinet (300 €/tCO<sub>2</sub>), l'effet dépressif serait de l'ordre de quelques années de croissance, répartis entre maintenant et 2050. La transition énergétique a un coût. Si elle engage de grands choix technologiques, la transition énergétique ne s'y réduit pas. Elle passera de facto par des compromis entre visions du futur contradictoires et par la prise au sérieux des contraintes et inquiétudes du présent. Enfin, parce qu'elle évitera dif-

ficilement des prix de l'énergie plus élevés pour les consommateurs et les industries, elle échouera si elle ne s'insère pas dans une politique d'ensemble répondant aux craintes pour le pouvoir d'achat et l'emploi. Cette politique doit mobiliser la fiscalité, les politiques de prix et de financement qui engagent la politique économique générale. Certes il y a bien des réticences intellectuelles à faire ce lien entre une politique 'sectorielle' et la politique générale. Les investissements de la transition pourraient être un élément fort dans le déclenchement d'un mode de croissance qui évite à la fois les pièges de l'austérité et un laxisme monétaire non soutenable. ■

